

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Thabo Mbeki, Président de l'Afrique du Sud, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur les relations euro-sud africaines, la situation politique au Zimbabwe et sur les négociations au sein de l'OMC, à Bordeaux le 25 juillet 2008.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais dire combien je suis heureux, en tant que Président du Conseil européen, d'accueillir aujourd'hui à Bordeaux le Président Thabo MBEKI pour qui j'ai beaucoup d'amitié, pour le premier sommet au niveau des Chefs d'Etat entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud.

Je suis très heureux également d'accueillir mon ami le Président BARROSO, puisque naturellement la Présidence de l'Union doit être conduite en partenariat avec la Commission. Je voudrais saluer le Commissaire Louis MICHEL, le Ministre Bernard KOUCHNER et puis les Ministres sud africains, le Ministre Jean-Louis BORLOO et le Ministre Alain JOYANDET.

L'Afrique du Sud est un grand partenaire de l'Union européenne. Nous avons de nombreux intérêts communs, nous avons des convergences importantes sur la plupart des grands enjeux.

Je veux dire d'abord au Président MBEKI combien l'Europe est engagée dans la lutte contre le changement climatique pour préserver les équilibres de la planète et que nous avons pu constater des grandes convergences entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne. C'est désormais l'Afrique du Sud et l'Union européenne qui, ensemble, vont lutter et travailler aux équilibres de la planète. Il y a des convergences de vue totales.

Nous avons évoqué les sujets brûlants du moment. Je pense à la question du Zimbabwe. Je crois pouvoir dire- vous renvoyant au communiqué qui a été préparé par les ministres et je remercie notamment Bernard KOUCHNER - qu'il y a un accord pour soutenir la médiation courageuse du Président MBEKI. Pour lui donner un peu de temps et puisque nous avons enregistré quelques progrès que nous salvons. Mais, en tant que Président du Conseil, je dois également dire l'horreur qu'ont suscitée les images de violences à la suite des élections du premier tour du mois de mars dernier. Et donc, il y a une grande vigilance européenne même s'il y a un grand soutien de l'Europe à l'endroit de la médiation conduite par le Président MBEKI.

Nous avons parlé également du Soudan et, d'un commun accord je crois pouvoir le dire, l'Afrique du Sud et l'Union européenne, nous appelons le Président soudanais BECHIR à faire les gestes et les efforts nécessaires pour que la communauté internationale comprenne qu'il a reçu le message qui lui a été adressé par la Cour pénale internationale. Je veux dire par le Procureur général.

Je voudrais également dire que nous avons parlé des problèmes de l'OMC et nous avons fait état d'une grande convergence de vues. Nous avons parlé des problèmes alimentaires et le Président BARROSO a présenté la proposition de la commission : un milliard d'euros supplémentaire d'aide alimentaire. La France soutient cette proposition avec une volonté de réorienter cette aide vers tout ce qui est l'agriculture et la production vivrière. Je ne vais donc pas commenter la

tout ce qui est l'agriculture et la production vivrière. Je ne vais donc pas commenter le communiqué que vous avez à disposition mais je crois pouvoir dire que, dans une nouvelle forme de sommet, plus informel, moins de monde, nous avons bien fait avancer le partenariat stratégique entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne. En tout cas cher Thabo, pour Jose Manuel et pour moi, en tout cas pour moi en tant que Président du Conseil et premier sommet européen que j'ai à conduire avec un pays tiers, c'était une opportunité, une joie et une chance de pouvoir le faire avec le Président de l'Afrique du Sud.

M. THABO MBEKI - Merci beaucoup, Monsieur le Président. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier d'avoir tenu cette première réunion, ce premier sommet du partenariat stratégique Union européenne - Afrique du Sud.

Oui, je suis tout à fait d'accord avec vous, Monsieur le Président. Nous avons couvert de très grands dossiers, très importants dans le cadre de ce partenariat pour essayer, effectivement, d'avoir des réponses communes. Je suis ravi de vous entendre dire qu'effectivement la Commission européenne, sous la présidence de M. BARROSO, a pris cette initiative de mettre à disposition un milliard d'euros pour nous permettre de combattre cette crise alimentaire que nous connaissons et nous vous en sommes très reconnaissants. Il s'agit vraiment d'alimentation qui a un impact direct sur la vie quotidienne de nos peuples. J'espère que tout le monde va applaudir et soutenir et se réjouir de cette grande initiative qui a été prise par la Commission européenne sur une question aussi cruciale.

Monsieur le Président, nous apprécions également toutes les autres questions abordées et la façon dont nous les avons abordées, qui sont très importantes. Il ne s'agit pas simplement des relations bilatérales entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud qui se portent très bien mais d'autres questions comme le changement climatique, les flux migratoires, la sécurité alimentaire et les autres questions que vous avez évoquées, Monsieur le Président : le Zimbabwe, le Soudan, etc. Et je suis certain que ce sommet aura prouvé une fois de plus l'importance et l'utilité de ce type de dialogue entre l'Union européenne et nous-mêmes. En effet, j'espère que cela permettra de mieux coordonner nos actions avec vous de façon à pouvoir réagir et répondre à des questions qui sont des préoccupations communes à l'Union européenne, ses membres et nous-mêmes et qui ont un impact direct sur les questions fondamentales de paix, de démocratie et de développement.

Merci, Monsieur le Président, de tout coeur à vous et au Président BARROSO pour cette excellente réunion.

M. JOSE MANUEL BARROSO - D'abord, je voudrais aussi dire le plaisir que j'ai eu à participer à ce sommet. C'est le premier sommet à ce niveau entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud même si nous avons beaucoup développé les rapports excellents entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud. Mais ce sommet, d'ailleurs grâce au fait qu'il y avait du côté européen quelqu'un comme Nicolas SARKOZY et du côté sud africain quelqu'un comme Thabo MBEKI, a été vraiment très intéressant car on a pu se concentrer comme l'a dit le Président SARKOZY, d'une façon informelle sur les grandes questions politiques. On a pu grâce aussi au travail de nos collaborateurs, de toutes nos équipes, et, notamment, je voudrais rendre hommage au travail, du côté de la Commission, de Louis MICHEL, mais aussi du ministre des Affaires étrangères français, Bernard KOUCHNER. Nous avons pu nous concentrer sur les questions vraiment stratégiques entre l'Europe et l'Afrique du Sud.

La vérité, c'est que ce sommet est historique parce qu'il marque un tournant historique dans le développement de nos relations. Nous passons d'un partenariat basé sur notre accord, sur le commerce, le développement et la coopération à partenariat que nous appelons stratégique. Qu'est-ce que cela signifie stratégique ? Cela signifie, tout d'abord, notre reconnaissance de l'Afrique du Sud en tant qu'acteur clé en Afrique mais aussi sur la scène globale, sur les questions liées au changement climatique, le commerce, la politique étrangère, pour ne citer que trois exemples. Sa voix est très entendue et nous voulons travailler la main dans la main avec l'Afrique du Sud. Cela veut dire aussi que nous voulons renforcer notre coopération politique au-delà des questions commerciales, économiques et de développement. Parce que nous partageons des valeurs, des valeurs telles que la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et le respect de

l'Etat de droit. C'est cela que signifie la nature stratégique de notre rapport. Si je peux faire une remarque personnelle, je peux vous dire que j'ai rencontré, la première fois, Thabo MBEKI alors dans l'opposition, dans son pays encore au temps de l'apartheid, à la fin des années 80 et maintenant je le vois comme Président d'Afrique du Sud. C'est pourquoi je ne peux pas être pessimiste sur l'Afrique. C'est vrai qu'il y a le Zimbabwe, c'est vrai qu'il y a le Soudan avec le Darfour mais l'Afrique qui a connu il n'y pas tellement de temps le régime de l'apartheid, elle progresse aujourd'hui, grâce aux leaderships d'hommes comme MBEKI et d'autres et c'est pourquoi nous, Européens, nous voulons renforcer ce rapport avec l'Afrique. Nous voyons l'Afrique maintenant non pas simplement dans le rapport traditionnel de la coopération pour le développement mais comme un partenaire dans les grandes questions globales où parfois certains leaders africains comme le Président MBEKI sont plus proches de nous que d'autres dans certains pays développés. Par exemple en matière de changement climatique, nous avons pu aujourd'hui travailler sur cette ligne avec l'Afrique du Sud et aussi sur les grandes questions commerciales, sur le problème de comment répondre à ce besoin, à cette urgence en matière agricole et mondiale et je suis très reconnaissant au Président SARKOZY, en tant que Président du Conseil, pour l'appui que lui-même et la France apportent à la proposition de la Commission pour cette facilité de 1 milliard d'euros. C'est une preuve concrète de notre solidarité pour les pays en voie de développement, pour une aide structurelle à l'agriculture dans ces pays, notamment en Afrique. Et je tiens aussi à relever le grand soutien du Président MBEKI. Voilà donc un sommet très fructueux à fort caractère politique, ce qui a vraiment été traduit dans ces conclusions. Je vous invite, bien sûr, à lire les conclusions. Quelque chose de nouveau, quelque chose de nouveau entre nous, l'Union européenne et l'Afrique du Sud comme un grand partenaire de l'Afrique avec lequel nous voulons travailler pour répondre aux grands défis.

LE PRESIDENT - Merci José Manuel. Je précise qu'il y a dans l'accord quelque chose de très nouveau qui est une identité de vue complète entre l'Afrique du Sud et l'Europe sur la question de l'immigration. Vous savez que c'est l'Afrique du Sud qui est chargée de coordonner pour l'Union africaine l'ensemble du problème de la gestion de la diaspora africaine. Nous avons, avec José Manuel BARROSO, expliqué le pacte européen pour l'immigration. Nous avons constaté une identité plus complète entre l'Afrique du Sud, coordonnateur pour l'Union africaine de ces questions, et l'Union européenne. Nous allons continuer à travailler ensemble. C'est une toute nouvelle façon de concevoir la gestion des flux migratoires, non pas en opposition d'un continent vers l'autre mais au contraire en complémentarité, en partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Mesdames et Messieurs, nous nous livrons à vos questions.

QUESTION - Je voudrais savoir si l'identité de vue à laquelle vous avez fait allusion il y a quelques minutes, s'applique également à la situation au Zimbabwe ?

M. THABO MBEKI - Nous avons tous convenu qu'il est important que les partis politiques au Zimbabwe puissent aller de l'avant et que cela se fasse de manière urgente pour arriver à un accord entre eux, en faisant face aux problèmes de la formation d'un gouvernement inclusif, avec un programme commun pour permettre au Zimbabwe d'aller de l'avant. Donc, je crois que tout le monde dans le monde veut que cela se passe vite. Nous sommes d'accord pour dire que c'est là une question urgente et c'est là l'attitude qui est prise par les parties. Vous vous souviendrez que dans le mémorandum d'accords qui a été signé il y a quelques jours, ils se sont donné deux semaines pour conclure leurs négociations. Les négociateurs sont tous en Afrique du Sud actuellement et il y a plusieurs jours déjà qu'ils travaillent de façon à conclure cet accord. Voilà où nous en sommes et je suis très reconnaissant du soutien qui a été exprimé par le Président SARKOZY en tant que président du Conseil européen. Egalement, je suis reconnaissant du soutien de la Commission mais ils nous demandent urgemment, ce que nous comprenons très bien, de faire avancer ce processus aussi rapidement que possible.

LE PRESIDENT - Juste un mot pour que sur la position de Monsieur BARROSO, la mienne, celle de Monsieur KOUCHNER, il n'y ait pas d'ambiguïté. Nous avons trois points d'accord. D'abord, ce qui s'est passé est inacceptable. Il faut revenir aux fondamentaux, Monsieur. Ce qui s'est passé est inacceptable et n'est pas accepté. Et je n'ai pas entendu un jugement contraire de la

part de Monsieur MBEKI, bien au contraire. Deuxièmement, la médiation de Monsieur MBEKI doit être soutenue parce qu'il n'y a pas d'autres voies possibles dans l'immédiat et tout le monde en Europe est bien d'accord là-dessus. Troisième point d'accord, il faut donner un peu de temps et pas trop de temps. Je crois être parfaitement honnête en rappelant, en Afrique il y a des positions de certains un peu plus pures et, en Europe, il y a des positions de certains un peu plus dures. Nous avons dû trouver un compromis avec cela. Un quatrième point d'accord, c'est que l'Europe ne veut pas faire d'ingérence mais, en même temps, l'Europe n'accepte pas un certain nombre d'images et de comportements. Et donc on soutient le Président MBEKI dans cette médiation. Voilà, je crois avoir été le plus clair possible avec, bien sûr, toutes les incertitudes et les difficultés. Il y a quand même trois millions de Zimbabwéens qui ne sont plus au Zimbabwe, ce qui est un problème pour toute la région parce qu'ils ne peuvent pas rester chez eux. Voilà très exactement ce qui s'est dit. C'est un progrès, y compris par rapport à ce que nous avons discuté au G8, à Hokkaido.

QUESTION - Est-ce que votre message aux leaders européens était-il qu'à ce stade le Zimbabwe a plus besoin de carottes et de bâtons étant donné le renforcement des sanctions cette semaine ?  
M. THABO MBEKI - Non, on n'a pas du tout parlé de cela. Ce qui est très important, de notre point de vue, était que les Zimbabwéens doivent maintenant arriver à un accord et y arriver rapidement. C'est nécessaire de tous les points de vue. Et, dans ce contexte, par conséquent, je suis vraiment très reconnaissant du soutien que l'Union européenne apporte au processus de médiation et nous continuons à nous fonder sur ce soutien.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais simplement savoir ce que vous répondez aux critiques de Morgan TSVANGIRAI sur votre position qui est un peu biaisée- je le cite -, qui est votre position pro-MUGABE selon lui. Deuxièmement, le Président SARKOZY vient de dire qu'il fallait que vous donniez du temps à la crise au Zimbabwe pour qu'elle se résorbe mais pas trop de temps. Pendant combien de temps pensez-vous que le Président MUGABE va rester au pouvoir au Zimbabwe ? Est-ce que c'est une question de mois, une question d'années ?

QUESTION - Concernant l'accord de l'OMC, l'Afrique du Sud a une position de non-concession concernant les taxes douanières or l'Union européenne a une position contraire. Est-ce que vous seriez prêt à soutenir la position de l'Afrique du Sud en ce sens sachant qu'elle cherche à protéger ses industries naissantes ?

M. THABO MBEKI - La question de ce qui va se passer au Zimbabwe concernant la gouvernance est une question qui doit être décidée par les Zimbabwéens eux-mêmes. Ils sont convenus de former un gouvernement inclusif. Donc, l'une des questions qu'ils négocient à présent est de savoir comment constituer ce gouvernement inclusif. C'est une question dont ils parlent actuellement et ce sont eux qui prendront les décisions pour savoir qui fait quoi, qui se retire quand, qui à tel ou tel poste. Ce n'est pas quelque chose de décidé par le négociateur, c'est quelque chose qui viendra des négociations entre Zimbabwéens eux-mêmes. Cela, c'est la première chose. La deuxième chose est que nous avons oeuvré pendant 16 mois maintenant en tant que médiateur facilitateur. Nous avons travaillé avec toutes les parties pendant 16 mois et cela inclut M. TSVANGIRAI et le MDC qu'il dirige. Personne ne s'est jamais retiré et même maintenant, comme je le disais, tous les négociateurs sont en Afrique du Sud à la suite de la signature du mémorandum d'accords. Tous et cela inclut donc les négociateurs du Parti de M. TSVANGIRAI. Donc, quoi qu'il ait pu dire, cela n'a pas eu d'impact sur ce processus auquel nous oeuvrons depuis 16 mois, personne ne s'en est retiré, personne n'a jamais adopté de position qui ait eu un effet négatif sur le processus des négociations. Donc, nous allons continuer sur cette voie.

LE PRESIDENT - En ce qui me concerne, je ne parlerai pas à M. Mugabe parce que j'ai un jugement très sévère sur ce qu'il a fait mais on ne peut pas reprocher au Président MBEKI d'être médiateur et de parler avec les parties. Je trouve que c'est honnête de dire cela. Sur la position de l'Afrique du Sud et sur l'OMC, d'abord l'Afrique du Sud ne parle pas simplement que pour elle, elle parle aussi comme vous le savez au nom du NAMA et donc, parfois, elle peut exprimer une position un peu plus raide. Non pas parce que c'est sa position en tant qu'Afrique du Sud, mais parce qu'elle parle au nom de dix autres pays. J'ai fait valoir devant le Président de la

parce qu'elle parle au nom de dix autres pays. J'ai fait valoir devant le Président de la Commission que l'une des positions qui est celle de l'Europe, c'est d'aider davantage l'Afrique que d'autres parties du monde qui en ont moins besoin. Je vous le dis très simplement, l'Europe peut parfaitement comprendre que dans le cadre d'un accord OMC on fasse un effort pour aider l'industrie naissante sud-africaine à se développer et à se protéger, parlons clair. Mais on ne peut pas nous demander de faire la même chose avec, par exemple, la Chine qui a une réussite industrielle remarquable, qui est déjà l'un des pays, en fait, industriellement les plus développés du monde. On ne peut quand même pas nous dire dans le cadre des négociations OMC : « ce que vous êtes prêts à faire comme concessions vis-à-vis d'un grand pays africain comme l'Afrique du Sud, vous devriez le faire vis-à-vis d'un pays magnifique, fantastique la Chine qui n'a quand même pas besoin d'être aidé comme un petit pays en début de développement ». Voilà très exactement ce que l'on dit. C'est d'ailleurs l'une des raisons, je l'ai expliqué à M. BARROSO et à M. MBEKI pour laquelle je ne crois absolument pas à l'organisation G5 et G8 et qu'on ne nous dise pas : « parce qu'il y a un G5, il faut avoir la même position pour tout le monde ». Je crois avoir défendu cette idée loyalement. D'ailleurs, au nom de l'Union européenne, nous voulons, nous en Europe, faire davantage pour l'Afrique que pour d'autres pays du monde. Pas simplement parce que l'on est voisin de l'Afrique mais parce que l'Afrique en a davantage besoin que d'autres pays du monde. Vous comprenez que s'il y a d'autres pays émergents qui ont des réussites exceptionnelles que nous saluons, on ne peut pas nous dire : "vous avez cette réussite exceptionnelle et, en même temps, nous voulons vous traiter comme si vous étiez en tout début de cycle de réussite ». Donc, l'Afrique du Sud doit avoir, me semble-t-il, dans le cadre des négociations OMC une position européenne beaucoup plus compréhensive. Elle l'a d'ailleurs puisque M. BARROSO et moi, je crois pouvoir le dire, nous marchons absolument main dans la main et ce n'est pas parce que l'on dit cela de l'Afrique du Sud, que l'on doit le dire d'autres contrées du monde et d'autres pays. J'ai cité un exemple, je pourrais en citer d'autres et notre position c'est d'ailleurs la même sur les APE. Nous voulons une situation privilégiée pour l'Afrique parce que nous voulons le développement de l'Afrique et notamment de l'Afrique du Sud. Mais que l'on ne nous demande pas de traiter toutes les parties du monde de la même façon. Ma réponse elle est très sincère et sans ambiguïté

QUESTION - Sur les fonctionnaires....

LE PRESIDENT - Mais c'est exactement ce qui est déjà fait et d'ailleurs, le Président MBEKI, en tant que Président d'Afrique du Sud, je crois, n'est pas éloigné de cette position.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Je peux seulement ajouter à ce qu'a dit le Président SARKOZY que déjà, dans la dernière version maintenant en négociation à Genève, il y a déjà la reconnaissance explicite de certaines spécificités pour l'Afrique du Sud. C'est exactement ce qu'a dit le Président SARKOZY et, d'ailleurs, l'Union européenne, c'est-à-dire la Commission qui comme vous le savez négocie au nom de l'Union européenne, a soutenu fortement la reconnaissance de cette spécificité de l'Afrique du Sud dans le cadre de ces négociations. D'ailleurs, je l'avais moi-même dit aussi au Président MBEKI à Hokkaido dans cette réunion G8 plus 5.

QUESTION - Une question pour le Président MBEKI. Monsieur le Président, vous avez parlé d'un accord auquel vous êtes arrivé avec les Européens sur la question zimbabwéenne. Pensez-vous qu'il faut au moins suspendre les sanctions vis-à-vis du Zimbabwe ? Ma deuxième question porte sur l'idée d'un médiateur des Nations Unies pour participer au processus de médiation. Est-ce que vous êtes d'accord avec cela également ? Est-ce que vous pensez que l'Union africaine et les Nations Unies peuvent vous aider dans vos efforts de médiations avec le Zimbabwe ?

M. THABO MBEKI - S'agissant de votre deuxième question, nous reconnaissons en fait que la communauté internationale s'intéresse tout à fait et forcément à cette question de ce qui se passe au Zimbabwe. Oui, nous avons pris l'initiative de cette médiation mais nous pourrions constituer effectivement un groupe de référence. Il ne s'agirait pas de médiateur ou de négociateur mais de gens qui pourraient nous encadrer, nous aider. Nous avons demandé au Secrétaire général des Nations Unies de nommer quelqu'un à ce groupe de référence, ce qu'il a fait. Nous avons demandé à la Présidence de la Commission de l'Union africaine de nous

rejoindre ce qui fut fait. Nous avons demandé au Président de la Commission de la SADC sur la sécurité et les affaires internationales, présidée par le Président DOS SANTOS d'envoyer quelqu'un, ce qu'il a fait. Nous avons là un représentant du Secrétaire général des Nations unies, de la Commission affaires étrangères de l'Union africaine et de la Commission politique de la SADC qui d'ailleurs nous avait demandé initialement d'entreprendre cette tâche de médiateur. Donc, ce sont des gens qui vont travailler avec les médiateurs de façon à pouvoir mettre au point une stratégie conjointe si tant est que nous en arrivions là dans le cadre de ce groupe de référence. Ce ne sont pas des médiateurs en tant que tels mais ils travaillent avec le médiateur. C'est donc pour cela que j'appelle ce groupe, un groupe de référence pour aider le médiateur dans ses efforts de médiation. Par rapport à votre première question, non, nous n'avons pas demandé à l'Union européenne de faire quoi que cela soit en matière de sanction. Merci.

LE PRESIDENT - Et d'ailleurs nous, nous n'étions pas habilités. Nous avons pris des sanctions. Merci.